

IRAN- LA NOUVELLE POSTURE

Après avoir annoncé, le 2 février 2010, que l'Iran était disposé à faire enrichir son uranium à l'étranger, le président Mahmoud Ahmadinejad a ordonné le 7 février à l'Agence de l'énergie atomique de son pays d'entamer le processus d'enrichissement sur place, tout en rappelant que l'Iran restait ouvert à la solution dite « *carburant contre carburant* ».

Alors que les pays occidentaux s'inquiètent des projets nucléaires iraniens, le président Mahmoud Ahmadinejad a aussi célébré le 11 février le 31^e anniversaire de la Révolution islamique. Accueilli par une foule immense sur la grande place Azadi de Téhéran, le Président a affirmé que l'Iran était devenu « *une nation nucléaire* ». Il a assuré que le pays était capable d'enrichir de l'uranium « *à plus de 80%, mais qu'il ne le fera pas, car il n'en a pas besoin* », prétendant à plusieurs reprises que Téhéran ne souhaitait pas se doter de l'arme nucléaire.

Le pays, qui a lancé le 9 février la production d'uranium enrichi à 20%, est sous la menace de sanctions de la communauté internationale. Cela n'a pas empêché le guide suprême, Ali Khamenei, d'assurer que la nation « *a trouvé sa voie. En s'appuyant sur Dieu, elle balayera tous les obstacles sur son chemin.* »

Les deux déclarations du président Mahmoud Ahmadinejad semblent contradictoires ; mais, du point de vue de Téhéran, elles sont complémentaires. Le but en est avant tout de renforcer la position de l'Iran dans les négociations sur le plan proposé le 1^{er} octobre 2009 par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

Selon ce plan, l'Iran pourrait envoyer son uranium dans des pays tiers, en l'occurrence la Russie puis la France, où il serait enrichi avant d'être utilisé dans un réacteur de recherche médicale à Téhéran, en effet, les autorités iraniennes disent avoir besoin de combustible pour ce réacteur dédié essentiellement à la fabrication d'isotopes radioactifs à des fins médicales.

Les Etats-Unis et leurs alliés sont donc confrontés à un dilemme : ils peuvent poursuivre sur la voie de l'échange de carburant ou laisser l'Iran se rapprocher du seuil de 20% d'enrichissement d'uranium militarisable.

Si l'occident choisit la solution de l'échange de carburant, il lui faudra sans doute accepter moins que les 1200 kg d'uranium prévus à l'origine par le plan de l'AIEA et fournir à Téhéran des garanties de livraison, car selon les modalités du plan, l'Iran devait donner l'intégralité de son uranium en une seule livraison, ce que Téhéran se refuse à faire, arguant qu'il existe un risque sérieux que les Occidentaux n'honorent pas les termes du contrat.

Beaucoup de politologues étrangers ont été surpris par la tiédeur de la réaction occidentale à l'offre du président Ahmadinejad, rappelant qu'en octobre dernier l'accord avait suscité l'enthousiasme du président Obama. En affichant la détermination de l'Iran à produire lui-même son carburant nucléaire, le président Ahmadinejad apporte de l'eau au moulin des Etats-Unis et de leurs alliés, qui veulent imposer des sanctions plus rudes à Téhéran.

Toutefois, sa décision d'enrichir l'uranium en Iran est un pari qui peut lui coûter cher, car cela pourrait déplaire à la Chine et à la Russie, qui avait accueilli favorablement sa déclaration précédente sur le troc de carburant.

L'objectif final de la double diplomatie complexe du président Ahmadinejad serait de parvenir à l'accord le plus favorable pour son pays. Mais l'Iran fait face à des choix difficiles, car le carburant nucléaire dont a besoin son réacteur de

recherche médicale va bientôt s'épuiser, ce qui va perturber le fonctionnement de près de 200 hôpitaux Qui dépendent de ses radio-isotopes pour traiter les patients atteints de cancer. L'engagement de Washington en faveur de l'accord sur le carburant est particulièrement sujet à caution. Le président Obama était enthousiaste à ce propos il y a quatre mois, mais, depuis, un chœur bruyant, s'est élevé à son encontre, y compris au sein de son gouvernement.

La secrétaire d'Etat Hillary Clinton n'a jamais eu l'air très intéressée, même si elle a accusé l'Iran de tourner le dos à un accord profitable.

Le risque de voir l'Iran s'embarquer dans son propre programme d'enrichissement est peut-être justement ce dont ont besoin les faucons de Washington pour accepter la solution de l'échange de carburant.

S'ils la rejettent et continuent de pencher en faveur d'une diplomatie coercitive tout en brandissant des menaces militaires, ils pourraient être contraints de faire face aux conséquences indésirables d'une escalade dans la crise nucléaire iranienne au moment où les Etats-Unis peuvent difficilement s'offrir un tel luxe, puisqu'ils sont déjà enlisés sur le territoire de deux voisins de l'Iran, l'Irak et l'Afghanistan.

Les Etats-Unis préféreraient sans doute parvenir à un accord avec Téhéran plutôt que lui faire la guerre même si les Israéliens les y poussent fortement.

Après tout, si l'Iran produisait son propre carburant pour le réacteur de recherche médicale, il ne violerait pas les obligations découlant du Traité sur la non-prolifération. Le problème réside bien moins dans les intentions nucléaires iraniennes que dans la volonté de Washington d'imposer sa puissance au Moyen-Orient et dans le Golfe Persique.

Quoiqu'il en soit et pour résumer la situation actuelle de ce dossier trois points de certitude sont à évoquer :

Certitude n°1 en Europe, aux Etats-Unis, en Israël et dans le monde arabe : l'Iran est bien parti pour devenir une puissance nucléaire.

Certitude n°2 : pour tenter de l'en empêcher, il faut décider une nouvelle série de sanctions contre la République islamique.

Certitude n°3 : mieux vaut ne pas entretenir trop d'illusions sur leur efficacité.

En dépit du cauchemar que serait un Proche-Orient lancé dans la course aux armes nucléaires, les sanctions ne font pas l'unanimité. Membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, la Russie et, plus encore, la Chine hésitent à s'en prendre à Téhéran. Aux Nations unies, Moscou et Pékin ont déjà voté avec les Occidentaux trois séries de sanctions, essentiellement commerciales. Mais ces mesures n'ont pas dissuadé le régime iranien, qui n'entend pas arrêter son programme d'enrichissement de l'uranium.

La Russie mène un jeu compliqué, et ambivalent, en effet, la Russie est le plus gros fournisseur d'armements de la République islamique, un marché de quelque 2 milliards de dollars annuels (1,460 milliard d'euros), qui dope les comptes du complexe militaro-industriel moscovite. C'est une sonnante et trébuchante raison pour ménager l'Iran.

Par ailleurs, certains au Kremlin ne pleureraient pas sur une explosion du prix du pétrole en cas de frappe sur les installations nucléaires iraniennes, car les hydrocarbures représentent 80 % des exportations russes.

Mais la perspective d'une puissance nucléaire sur les bords de la mer Caspienne ne peut laisser le Kremlin sans réactions. Les Russes montrent en façade qu'ils sont de plus en plus inquiets de l'évolution du programme nucléaire iranien même s'ils ont multiplié les avertissements sérieux à l'adresse de Téhéran.

Le cas chinois, lui, n'est pas ambigu. Jusque-là, Pékin suivait Moscou à l'ONU; nouvelle venue dans le club des Grands, la Chine voulait jouer une position modeste. Cette époque est révolue. Les dirigeants du Parti communiste chinois (PCC) s'érigent en défenseurs du régime islamiste du président Mahmoud Ahmadinejad. Ton vengeur, très années 1960, le Quotidien du peuple, le journal du PCC, accuse les Etats-Unis d'avoir monté "une brigade d'internautes" pour déstabiliser M. Ahmadinejad.

Dans l'affaire nucléaire, la Chine ne veut pas de sanctions car de pareilles mesures, risquent de menacer les chances de succès du dialogue avec Téhéran. Ce dialogue ayant pour principale caractéristique de ne pas exister, en effet depuis un an, l'Iran refuse la main tendue par Barack Obama. Pékin peut être tenté de se saisir de ce dossier à des fins de revanche : faire payer aux Etats-Unis leur récente décision de vendre pour 6,4 milliards de dollars d'armes défensives à Taïwan, que la Chine considère comme une province sécessionniste. Mais la politique étrangère chinoise, comme celle de pas mal d'autres pays, est essentiellement économique, voire énergétique : les Chinois ont besoin de gaz et de pétrole, plus que jamais. Les échanges commerciaux sino-iraniens sont substantiels : 25 milliards de dollars en 2009 et l'Iran fournit 13 % des importations de pétrole chinoises...

Professorale, la secrétaire d'Etat Hillary Clinton accuse la Chine de politique à courte vue, manière élégante de dire qu'elle est irresponsable.

Enormes consommateurs d'hydrocarbures du Proche-Orient, les Chinois, d'après Mme Clinton, devraient être les premiers à vouloir stabiliser une région qui pourrait être livrée à la prolifération nucléaire si Téhéran se dote de la bombe.

Paradoxalement, Israël seule puissance nucléaire dans la région, entretient de bonnes relations avec la Chine, particulièrement commerciales et notamment, dans le domaine militaire, ce qui a tendance à exaspérer les Etats-Unis.

L'Europe reste le plus gros partenaire commercial de l'Iran, avec deux pays en pôle position, l'Allemagne et l'Italie. Là non plus, les choses ne sont pas claires, en effet, indifférentes à la menace nucléaire, nombre de firmes européennes, surtout allemandes et italiennes ont contourné les sanctions. Courant janvier 2010, la chancelière Angela Merkel a promis à son homologue israélien, Benyamin Nétanyahou, que Berlin allait faire des efforts. Le chef du gouvernement italien, Silvio Berlusconi, en visite en Israël début février, a formulé la même promesse.

Compte tenu des réticences de Moscou et Pékin, Américains et Européens songent à des sanctions unilatérales. Elles devront cibler individuellement les hommes qui sont au cœur du régime, notamment les chefs des Gardiens de la révolution et leur empire industriel et financier.

Evidemment, la population risque d'être pénalisée par ces nouvelles sanctions car il s'agit d'imposer à Téhéran un prix exorbitant à son aventure nucléaire.

Mais l'alternative aux sanctions pourrait être une autre aventure, au prix exorbitant elle aussi.

En effet, de grandes incertitudes entourent encore les capacités réelles du pays, comme le nombre de missiles et de lanceurs, les charges et leurs fiabilités.

Mais un fait est certain, l'Iran possède une capacité nationale de production, ceci est un élément à prendre en compte dans un scénario de crise régionale.

Le programme balistique a été lancé au milieu des années 1980, lors de la guerre avec l'Irak. Les Gardiens de la révolution ont la haute main sur la

recherche, la fabrication et l'usage de ces armes conventionnelles, que nul traité n'interdit. L'Iran maîtrise les missiles de courte portée (300 km à 600 km) depuis 1985. Les Shahab-1 et 2, des Scud soviétiques de fabrication nord-coréenne, sont peu précis, mais capables de menacer ses voisins immédiats.

Cette imprécision, de l'ordre d'un kilomètre, induit qu'une utilisation conventionnelle prendrait la forme de tirs de saturation sur des sites militaires ou des cibles civiles. Une tactique face à laquelle la défense antimissile mise en place par les Américains dans le Golfe est faillible. L'Iran disposerait d'une quarantaine de lanceurs, pour 500 missiles.

L'Iran compte aussi sur un système comme le S-300, pour assurer la défense de ses principaux sites stratégiques mais la Russie a annoncé début février que la livraison de missiles S-300 vers l'Iran était reportée pour des raisons techniques, et cela au lendemain de la visite à Moscou du premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou. Les pays occidentaux et Israël ont demandé à la Russie de ne pas vendre à l'Iran ce système de défenses antimissiles, qui pourrait aider Téhéran à repousser des frappes ciblées contre ses installations nucléaires.

Un haut fonctionnaire a expliqué que la Russie se voit en concurrence avec les autres grands de la région, la Chine et l'Inde. Le contrat était considéré jusqu'à lors par les Russes comme un instrument stratégique vis-à-vis de l'Occident dans les relations avec l'Iran.

La donne stratégique a changé depuis l'élection du Président iranien et la frappe imminente d'Israël sur la centrale nucléaire iranienne construite justement par la Russie. Frappes qui si elles devaient avoir lieu, devraient intervenir au plus tard juste avant la mise en route de la centrale.

Les risques d'une propagation de l'irradiation pourraient alors toucher l'Afghanistan, voire d'autres pays du Moyen-Orient.

Alors que les plans du Pentagone envisageaient une riposte de l'Iran contre Israël, les stratèges iraniens en ont décidé autrement en décidant des tirs de missiles sur les bases américaines en Irak, en cas d'attaques.

Toutefois, la prolifération des missiles en question pourrait changer l'équilibre militaire dans la région. Le système S-300 est un des plus efficaces sur le marché et est capable de viser six cibles distinctes à la fois, à une distance de 120 km. L'installation imminente des premiers missiles pourraient donc rendre la destruction des installations nucléaires iraniennes bien plus difficile.

En effet, le système S-300PMU-1 est un missile stratégique Surface-Air à long rayon d'action pour intercepter et détruire des aéronefs ennemis mais aussi des missiles de croisières. La famille S-300 a été mise en service en 1980 et comporte plusieurs générations de missiles avec des capacités améliorées.

Les S-300 sont en bout de course, puisque la Russie commence à déployer la première génération des S-400 qui sont beaucoup plus performants.

Le modèle vendu à l'Iran est de la troisième génération des S-300 et il a été mis en service en 1992. Le système est composé d'un camion doté d'un système de radar à capacité de guidage semi actif. Ce camion est également équipé de tubes de lancement qui servent également à transporter des missiles 48N6 de 143 kg de charge militaire. Un missile peut être lancé toutes les trois secondes. Le petit habitacle de contrôle peut gérer jusqu'à 12 missiles en même temps. Le missile est éjecté de son tube par une catapulte avant que le moteur ne s'allume à 25 mètres du sol. La portée de ces missiles est de 150 km et ils peuvent atteindre des cibles jusqu'à 27,000 m en altitude à une vitesse maximale de 1km/sec (mach 3). La première version avait une charge de 100 kg, une portée de 45 km et un plafond de 25,000 m. D'une génération à l'autre, les russes sont parvenus

à améliorer ces données en allégeant le missile, alourdissant les charges et en augmentant la portée et le plafond ou en améliorant le plafond aux dépens de la portée (S-300 V).

Le plus performant modèle S-300 mis en service en l'an 2000 avait une portée de 200 km. Il est à présent surclassé par le S-400 datant de 2007 qui a un radar complètement autonome qui peut guider jusqu'à 4 missiles en même temps sur 4 différentes cibles et peut poursuivre pas moins de 24 autres objectifs potentiels. Avec une portée de 400 km, le S-400 a également doublé la portée du meilleur modèle S-300, il grimpe à un plafond de 30,000 m et ses missiles plus destructeurs et plus rapides.

Le système S-300 PMU1 n'est certainement pas ce qu'il se fait mieux pour résister à une attaque aérienne contre l'Iran mais l'intérêt de cette livraison est plus stratégique que militaire. La Russie place ainsi des missiles plutôt performants sur 3 sites susceptibles de menacer l'hégémonie militaire américaine dans la région du Golfe Persique.

En effet, les russes ont proposé 5 sites pour déployer les 5 batteries de missiles. Sur cette liste russe, il y a évidemment Téhéran, le centre administratif, Ispahan et sa région qui concentrent des équipements industriels, mais aussi Bandar Abbas, à proximité de la centrale de Bouchehr qui devrait entrer en service à la fin 2010, et Khorram-Shahr et Abadan à proximité des terminaux pétroliers.

Concernant Bandar Abbas, si les russes voulaient protéger les installations nucléaires des Iraniens, il aurait fallu protéger l'usine d'enrichissement de Natanz et non pas Bouchehr, mais les russes préfèrent déployer leurs missiles sur des sites officiellement sensibles pour l'Iran mais officieusement susceptibles d'être une menace pour les forces américaines dans le Golfe Persique ou en Irak.

C'est le cas pour Bandar Abbas qui domine le Détroit d'Ormuz, et pour Khorram-Shahr et Abadan qui sont face à Bassorah qui est le principal port de l'Irak où se trouvent les principaux terminaux pétroliers de ce pays.

Alors que Washington entend placer son super système anti-missile en Pologne et en Tchéquie, Moscou montre qu'il peut en faire autant par l'intermédiaire de l'Iran. Si l'Amérique continuait à menacer le ciel russe, Moscou pourrait alors livrer d'autres systèmes beaucoup plus performants à l'Iran.

Mais si les Russes n'honorent pas les livraisons de S-300, l'Iran a annoncé la fabrication prochaine d'un système antimissiles équivalent ou supérieur au S-300. *"Dans un avenir très proche, nos experts vont produire un système antimissiles qui sera de la même capacité que le système S-300, voire encore plus puissant"*, a lancé, début février, le général Heshmatollah Kassiri, haut responsable de la défense anti-aérienne de l'armée de l'air. *"Nous produisons tous nos équipements de défense anti-aérienne nous-mêmes. Dans un seul cas, nous avons décidé de l'importer de l'extérieur. Il s'agissait du système S-300 et les Russes, pour des raisons injustifiables, ne nous ont pas livré ce système."*

Mais l'Iran dispose aussi d'autres systèmes de défenses, comme les Shahab-3, dérivés des Nodong nord-coréens, qui ont été mis en service en 2000, et ont une portée de 1 300 km à 1 500 km. Leur nombre est estimé entre 20 et 100, pour une quarantaine de lanceurs. Leur propulsion liquide les rend difficiles à manipuler, mais leur placement dans des tunnels permettrait à l'Iran de compenser ce handicap car les Shahab-3 mettent tout le Moyen-Orient dans la zone d'efficacité.

Le 28 septembre 2009, au cours des exercices "Grand prophète 4", l'Iran a testé une version de plus longue portée du Shahab-3. Sa maîtrise n'est pas attendue

avant plusieurs années. Le lancement d'un Sejil-2 à propulsion solide a, en revanche, créé la surprise. L'Iran, a ainsi développé une industrie de propulsion solide qui lui permet déjà de produire ses propres missiles.

L'essai de ce missile à deux étages, d'une portée de 2 000 km, muni d'une charge d'une tonne, représente un saut qualitatif. Quant au lanceur de satellite du 3 février 2010, il permettra aussi de tester des technologies pour accroître la portée des armes balistiques comme la séparation des étages, ou l'usage de combustibles à poudre. Les experts estiment que l'Iran ne maîtrisera pas les portées intermédiaires (3 000 km à 5 000 km), capables d'atteindre l'Europe, avant une décennie. De même pour la très longue portée (plus de 5 000 km), sans un apport considérable de technologie additionnelle, il ne semble pas que l'Iran soit capable de bâtir un programme moderne de missiles balistiques intercontinentaux avant au moins dix à quinze ans.

Mais les Etats-Unis s'y préparent déjà. Le 1^{er} février 2010, le département de la défense a reconnu l'échec d'un exercice d'interception simulant dans le Pacifique, pour la première fois, une attaque iranienne.

Le pays a une stratégie très rationnelle, qui consiste à considérer ces armes comme des armes de représailles. Si l'Iran est attaqué, il est clair qu'il y aura une riposte. Elle viserait tous les Etats jugés complices d'Israël et des Etats-Unis parce qu'ils existent sur leur territoire des centres de commandement américains. La menace sur les installations pétrolières des pays du Golfe est sérieuse. Les Iraniens l'ont brandie à plusieurs reprises à des fins de dissuasion.

En attendant, l'Histoire semble se répéter. Washington a renoncé à attaquer militairement l'Iran et a dissuadé Israël de prendre une telle initiative pour le moment. Pour parvenir à « *changer le régime* », l'administration Obama préfère jouer la carte moins dangereuse, mais plus aléatoire, de l'action secrète.

Ainsi, à l'issue de l'élection présidentielle iranienne, de vastes manifestations ont opposé dans les rues de Téhéran les partisans du président Mahmoud Ahmadinejad et du guide Ali Khamenei d'un côté, aux partisans du candidat Mir-Hosseïn Mousavi et de l'ex-président Akbar Hashemi Rafsanjani de l'autre.

Elles traduisent un profond clivage dans la société iranienne entre un prolétariat nationaliste et une bourgeoisie qui déplore d'être tenue à l'écart de la globalisation économique. Agissant en sous-main, Washington va évidemment tenter de peser sur les événements pour renverser le régime en place et le président réélu.

Mis sous pression par la rue, le président iranien, Mahmoud Ahmadinejad brandit les réalisations iraniennes dans l'atome comme un moyen de retrouver une légitimité. Mais le pouvoir iranien poursuit aussi une autre stratégie. Il place les Occidentaux devant des faits accomplis successifs, qui rapprochent l'Iran de la capacité de produire une bombe atomique. Tout en prenant soin de rester en deçà du moment de rupture totale que représenterait le passage ouvert à la production de matière fissile ou un retrait fracassant du traité de non-prolifération (TNP). L'Iran évite ainsi d'emprunter la voie choisie en 2003 par la Corée du Nord, et semble procéder par un lent grignotage technologique, en misant sur l'absence de réaction radicale de la communauté internationale.

Pourtant, le passage, mercredi 10 février, à une production d'uranium enrichi à 20 % sur le site iranien de Natanz représente un tournant sensible, qui fournit des arguments aux tenants de sanctions accrues, à l'ONU ou ailleurs.

Même si les quantités produites sont faibles, ainsi que l'ont constaté les inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), il s'agit du

franchissement d'un palier symbolique, vers un degré d'enrichissement à caractère militaire (90 %). Le nouveau directeur de l'AIEA, le Japonais Yukiya Amano, a exprimé sa "préoccupation".

Les travaux iraniens se concentraient depuis 2003 sur l'accumulation d'uranium enrichi à 4,5 %, bien que le pays ne soit doté d'aucune centrale nucléaire susceptible d'utiliser ce combustible pour la production d'électricité, qui était l'argument officiel invoqué. Pour justifier maintenant le passage au 20 %, l'Iran argue de l'absence d'accord avec les grandes puissances sur un projet de circuit d'uranium proposé en octobre 2009 par l'AIEA après avoir été conçu par l'administration Obama.

L'Iran dit vouloir utiliser cet uranium à 20 % dans un réacteur de recherches à Téhéran, qui produit des isotopes médicaux pour le traitement du cancer. Or il ne maîtrise pas la technologie pour alimenter seul ce réacteur, qui avait été livré dans les années 1960 par les Etats-Unis et fourni en combustible jusqu'en 1993 par l'Argentine.

Le véritable objectif serait donc ailleurs. Selon l'expert américain David Albright, de l'Institute for Science and International Security, une fois atteints les 20 %, le passage aux étapes suivantes, 60 % puis 90 % qui est le degré pour la matière fissile, peut se produire sans grande difficulté. Il suffirait pour cela de surenrichir l'uranium dans une petite installation comportant entre 500 et 1 000 centrifugeuses, pendant une période d'environ six mois. Une telle installation serait alors difficilement détectable par l'AIEA ou des services de renseignements.

Ce qui renvoie à une question lancinante : existe-t-il encore en Iran des sites nucléaires clandestins, où de tels travaux pourraient être menés dans le secret ? La révélation, en septembre 2009, du site de Qom, passé sous silence par l'Iran pendant des années, a réveillé les soupçons. D'autant que l'Iran a annoncé entre-temps son intention de mettre en chantier dix nouveaux sites d'enrichissement, sans préciser la date ou l'endroit précis de ces nouveaux sites. Si l'Iran se dote, ou est déjà doté, d'autres sites d'enrichissement secrets, en remplacement de celui de Qom, déjà divulgué, les activités qui se déroulent à Natanz, sous l'oeil des inspecteurs internationaux, pourraient servir avant tout à accaparer l'attention des Occidentaux, tout en améliorant peu à peu la maîtrise technologique.

Car celle-ci serait en réalité toute relative. *"Nous ne pensons pas qu'ils aient la capacité d'enrichir au niveau prétendu"*, a commenté, le porte-parole de la Maison Blanche, Robert Gibbs. Les déclarations de Mahmoud Ahmadinejad sur l'avènement d'une *"puissance nucléaire"* iranienne depuis le passage aux "20 %", sont *"fondées sur la politique, pas la physique"*, a-t-il ajouté, *"le programme nucléaire iranien a rencontré une succession de problèmes pendant toute l'année 2009"*.

L'AIEA a en effet constaté, en novembre 2009, que seule la moitié des quelque 8 000 centrifugeuses de Natanz était en train de produire. La raison ? Dans une étude fouillée du programme iranien, David Albright avance des explications.

Les Iraniens rencontreraient des problèmes liés à l'installation trop rapide d'un grand nombre de centrifugeuses. L'uranium qu'ils utilisent contiendrait des impuretés. Et un travail de sabotage mené par des services secrets occidentaux, notamment au niveau des circuits de fourniture d'équipements, ne serait pas étranger à ces déconvenues. C'est la raison pour laquelle Barack Obama, qui parle désormais ouvertement de la *"militarisation"* du programme iranien,

semble confiant qu'il reste encore du temps pour la diplomatie et les sanctions, avant une ultime action militaire.

N.ZAMMIT Ph.D